

REGLEMENT
D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS D'AMARRAGE
SUR LE PLAN D'EAU DE LA GARONNE
dans la commune de Toulouse

Vu l'article L2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), permettant au Maire de Toulouse de délivrer des permis de stationnement sur la voie publique mais aussi sur les autres lieux publics sous réserve que cette autorisation n'entraîne aucune gêne pour la circulation et la liberté du commerce,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), notamment les articles L.2124-13 et L.2125-8, il appartient au Maire de Toulouse de donner son accord pour fixer les zones de stationnement sur le domaine public fluvial de tout matériel de navigation, pour une durée supérieure à un mois. Le stationnement sans autorisation sur le domaine public fluvial de tout matériel flottant est sanctionnée par un doublement de la redevance due.

Vu le Code des Transports notamment les articles L.4000-3 et R.4000-1 définissant les constructions flottantes en navigation intérieure et transport fluvial, les articles L.4111-1 et suivants relatifs à l'immatriculation des bateaux et les articles D.4221-1 à D.4221-7 relatifs aux types de titres de transport,

Vu le Règlement Particulier de la Police de la Navigation (RPPN) sur les plans d'eau de la Garonne dans la traversée de Toulouse arrêté le 28 août 2014 par le Préfet de la Haute-Garonne,

Vu l'arrêté portant modification de l'annexe 2 du Règlement Particulier de la Police de la Navigation (RPPN) sur les plans d'eau de la Garonne dans la traversée de Toulouse pris le 20 mai 2017 par le Préfet de la Haute-Garonne,

Vu l'arrêté préfectoral portant Autorisation d'Occupation Temporaire d'une dépendance du domaine public fluvial pour la gestion de zones de mouillages et d'équipements légers de navigation sur la commune de Toulouse en date du 14 septembre 2016 au bénéfice de la Mairie de Toulouse,

Vu l'arrêté préfectoral portant modification de l'Autorisation d'Occupation Temporaire d'une dépendance du domaine public fluvial pour la gestion de zones de mouillages et d'équipements légers de navigation sur la commune de Toulouse en date du 13 janvier 2022 au bénéfice de la Mairie de Toulouse,

En accord avec l'autorisation d'occupation temporaire permettant l'exploitation et l'entretien des équipements utiles aux activités de navigation sur le plan d'eau de la Garonne, le Maire de Toulouse autorise l'embarquement et le débarquement, durant des arrêts de 30 minutes, des constructions flottantes (voir définitions en annexe 1) au niveau des 3 emplacements définis par le RPPN et par le présent règlement (voir annexe 2) :

- Port de la Daurade
- Port Viguerie
- Halte fluviale de l'île du Ramier

Le stationnement des constructions flottantes est autorisé au niveau des emplacements suivants définis par le RPPN et par le présent règlement :

- Port de la Daurade
- Port Viguerie
- Quai de Tounis

Le présent règlement fixe les conditions d'utilisation de ces installations.

L'utilisation de tout équipement d'amarrage compris dans le domaine public fluvial ou communal doit faire l'objet d'une autorisation d'utilisation auprès de la Mairie de Toulouse. Cette autorisation sera délivrée selon deux procédures distinctes, exposées ci-après, selon la nature de l'occupation, et donnera lieu au paiement d'une redevance conformément à l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

1. CLAUSES GÉNÉRALES

1.1. Occupation du domaine public fluvial ou communal

a) Stationnement et circulation sur les berges

L'espace public doit toujours rester libre pour le cheminement des piétons.

Le stationnement de véhicule est strictement interdit sur le quai de Tounis, sur le port de la Daurade, sur le port Viguerie et sur la voie d'accès à la halte de l'Ile du Ramier, exception faite des véhicules de livraison et des véhicules utilisés pour la dépose de personnes handicapées.

Les véhicules de livraison peuvent accéder, uniquement de 8h00 à 10h00, au quai de Tounis, au port de la Daurade et au port Viguerie.

La dépose de personnes handicapées se fera durant toutes les périodes de stationnement et/ou d'arrêt fluvial autorisées par le RPPN.

La circulation sur les berges et le stationnement se fera sous l'entière responsabilité des utilisateurs des équipements d'amarrage.

L'accès à ces trois quais se fait de la manière suivante :

- Port de la Daurade (promenade Henri Martin) : par la Place de la Daurade, via un interphone pour la demande d'abaissement des bornes escamotables
- Quai de Tounis : par le rond point des combattants de moins de vingt ans, via un interphone pour la demande d'abaissement des bornes escamotables
- Port Viguerie : par la rue Charles Viguerie, via la porte étanche

L'accès terrestre au quai de Tounis, au port de la Daurade et au port Viguerie sera conditionné à la signature de l'arrêté communal autorisant l'utilisation des équipements d'amarrage sur le plan d'eau de la Garonne dans la ville de Toulouse et au respect des règles du présent règlement.

b) Nuisances sonores

Les utilisateurs des équipements d'amarrage doivent respecter les dispositions applicables aux bruits de voisinage, notamment les articles R.1336-6 à R.1336-8 du Code de la santé publique et la réglementation préfectorale.

Toute diffusion de musique et toute manifestation festive devra respecter la réglementation applicable en matière de prévention des nuisances sonores, soit le décret n°2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés.

Lorsque les constructions flottantes sont amarrées aux pontons ou à quai, aucune manifestation festive ne pourra être organisée à leur bord sans autorisation donnée par la Mairie de Toulouse, conformément à la réglementation en vigueur.

c) Propreté et hygiène

Le site occupé et ses abords seront maintenus propres et désencombrés.

Il est interdit de faire un quelconque dépôt, même provisoire, sur l'ensemble des installations fluviales.

Il est également interdit de jeter des ordures, des liquides insalubres ou des matières quelconques sur les ouvrages ou dans les eaux de la Garonne.

Les eaux usées des constructions flottantes seront évacuées par camion de collecte, avec notation sur un carnet de suivi. Lors d'évaluation ces documents seront mis à disposition des services de contrôle sur simple demande.

1.2. Utilisation des équipements fluviaux

a) Compatibilité avec les équipements fluviaux

Les constructions flottantes utilisées doivent s'avérer compatibles avec les installations fluviales.

b) Autorisation d'accès aux équipements fluviaux

Les emplacements utilisés par les constructions flottantes, quelle que soit la durée de leur présence, sont déterminés et attribués par la Mairie de Toulouse, selon les deux procédures détaillées ci-après.

L'accès aux équipements fluviaux pourra notamment être refusé pour les raisons suivantes :

- incompatibilité avec les usages du plan d'eau ;
- incompatibilité de la construction flottante avec les structures de l'ouvrage ;
- absence de paiement dans les délais convenus ;
- non respect des présentes clauses ;
- non respect de la réglementation en vigueur (RPPN, Hygiène et Sécurité ...) ;
- tout motif d'intérêt général, de sécurité, obligation de service public ou cas de force majeure qui se présenterait.

Pour les mêmes raisons, il pourra être mis fin, provisoirement ou définitivement, sans préavis et sans dédommagement à l'autorisation d'utilisation des équipements d'amarrage.

Aux constructions flottantes qui utiliseraient les équipements d'amarrage sans autorisation au-delà de la période autorisée, il sera mis en application les dispositions de l'article L.2125-8 du Code général de la propriété des personnes publiques qui prévoient que cette utilisation illicite donne lieu au paiement de la redevance normalement due majorée de 100%.

Les navigateurs, les bateliers et les exploitants sont tenus de respecter les installations fluviales qu'ils utilisent sous leur entière responsabilité. Ceux-ci doivent veiller à tout moment et en toute circonstance à ce que leurs constructions flottantes ainsi que leurs équipages et leurs passagers ne causent ni dommage aux ouvrages, aux autres constructions flottantes, ni gêne dans l'exploitation des équipements fluviaux.

La Mairie de Toulouse ne pourra en aucun cas voir sa responsabilité engagée en raison des avaries et dégâts qui pourraient survenir aux constructions flottantes notamment ceux provoqués par des tiers, les courants, les éléments charriés par le fleuve, le manque de tirant d'eau, par une défaillance des installations fluviales elles-mêmes, ou la gêne occasionnée par la présence des herbiers.

En ce qui concerne les passagers, les utilisateurs ou l'équipage des constructions flottantes, leur présence sur les installations fluviales relève de la responsabilité exclusive du capitaine, du propriétaire ou de l'organisateur de l'activité.

c) *Utilisation des équipements fluviaux*

L'utilisation des équipements fluviaux est strictement interdite à toute personne n'ayant aucun lien direct avec les constructions flottantes susceptibles d'accoster, d'y stationner, d'être mises à l'eau ou d'en être retirées.

Les constructions flottantes devront stationner normalement le long des quais ou des pontons fluviaux en utilisant les dispositifs d'amarrage existants (bollards, ducs d'Albe).

Lorsqu'un établissement flottant est stationné, les manoeuvres d'amarrage des bateaux sur les emplacements mitoyens doivent être exécutées avec précaution, de manière à perturber le moins possible l'établissement flottant à quai.

L'amarrage à couple même sans passagers à bord, est interdit sauf autorisation exceptionnelle donnée par la Mairie de Toulouse. La construction flottante est alors placée sous la responsabilité exclusive du capitaine, de l'exploitant et du propriétaire. Ceux-ci devront veiller à l'évolution de la côte de la Garonne grâce au site Internet vigicrues.gouv.fr afin de respecter les obligations du RPPN.

L'embarquement et le débarquement des passagers sont effectués sous la pleine et entière responsabilité du capitaine du bateau ou de l'exploitant. Celui-ci devra respecter toutes les règles en matière de sécurité pour l'accueil du public.

L'accès des passagers aux pontons pour l'embarquement n'est autorisé qu'après l'amarrage complet du bateau et ne peut s'effectuer qu'après le débarquement préalable de tous les passagers précédemment embarqués.

Il est formellement interdit d'effectuer des travaux de réparation sur les constructions flottantes quand elles sont accostées aux pontons ou aux quais sauf urgence exceptionnelle et accord préalable de l'autorité de police.

d) *Préservation des installations*

Les usagers ne peuvent, en aucun cas, modifier les installations mises à leur disposition. Ils sont tenus de signaler sans délai à la Mairie de Toulouse, toute dégradation ou anomalie qu'ils constatent, que celle-ci soit de leur fait ou non.

Ils sont responsables des avaries qu'ils provoquent à ces ouvrages.

Les dégradations sont réparées aux frais de ceux qui les provoquent sans préjudices des suites administratives et judiciaires susceptibles d'être données.

2. UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS POUR UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

2.1. Procédure de demande

L'occupation ou l'utilisation du domaine public fluvial en vue d'une exploitation économique est soumise à la délivrance d'un titre d'occupation temporaire, conformément aux articles L.2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

Les titres d'occupation temporaire du domaine public fluvial pour les emplacements concernés par le présent règlement sont délivrés par la Mairie de Toulouse par le biais d'une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester.

Les porteurs de projets souhaitant utiliser les équipements d'amarrage en vue d'une exploitation économique sont invités à surveiller la publication d'une procédure de sélection sur le site de la Mairie de Toulouse : <https://www.toulouse.fr/>

2.2. Redevance

Conformément à l'article L.2125-3 du CGPPP, la redevance d'occupation du domaine public fluvial en vue d'exploitation économique se compose d'une **part fixe**, correspondant à la tarification d'utilisation des équipements d'amarrage détaillée ci-après, à laquelle s'ajoute une **part variable** dépendante du chiffre d'affaire de l'exploitant et fixée dans le titre d'occupation.

La redevance sera payée de manière annuelle. L'occupant devra fournir à la Mairie de Toulouse un bilan comptable effectué par un comptable agréé et certifiant le chiffre d'affaire de l'année de l'activité objet du titre d'occupation. La Mairie de Toulouse émettra alors un titre prenant en compte la part fixe de redevance et la part variable. Le règlement de cette redevance globale sera effectuée dans un maximum de 15 jours après la réception du titre de facturation. En cas de retard dans le paiement de la redevance, les sommes restantes dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

a) Grille tarifaire de la redevance d'utilisation des équipements d'amarrage

La part fixe de la redevance d'occupation du domaine public fluvial en vue d'une exploitation économique est calculée selon le tableau des tarifs ci-dessous, qui pourra être amené à être modifié par un autre acte que le présent règlement :

Durée	Forfait redevance d'arrêt pour une construction flottante pour <u>tous les sites d'arrêt</u> autorisés par le RPPN (HT)	Forfait redevance de stationnement pour une construction flottante pour <u>tous les sites de stationnement</u> autorisés par le RPPN (HT)
Jour (24h)	12,15 €	15,20 €
Mois	126,50 €	374,50 €
Année	740,00 €	2 466,00 €

Tarifs en vigueur depuis juin 2018

La TVA appliquée en supplément des tarifs hors taxes mentionnés ci-dessus sera déterminée selon le taux en vigueur à la date de la facturation.

Le tarif annuel d'arrêt s'applique automatiquement aux professionnels stationnés à l'année à Toulouse et dont l'activité donne lieu à des accostages fréquents ou épisodiques, quel que soit le ponton ou le quai utilisé pour l'embarquement et la dépose de passagers.

b) Redevance d'occupation du domaine public terrestre

Selon l'activité, à la redevance d'occupation du domaine public fluvial peut s'ajouter une redevance supplémentaire relative à l'occupation des quais.

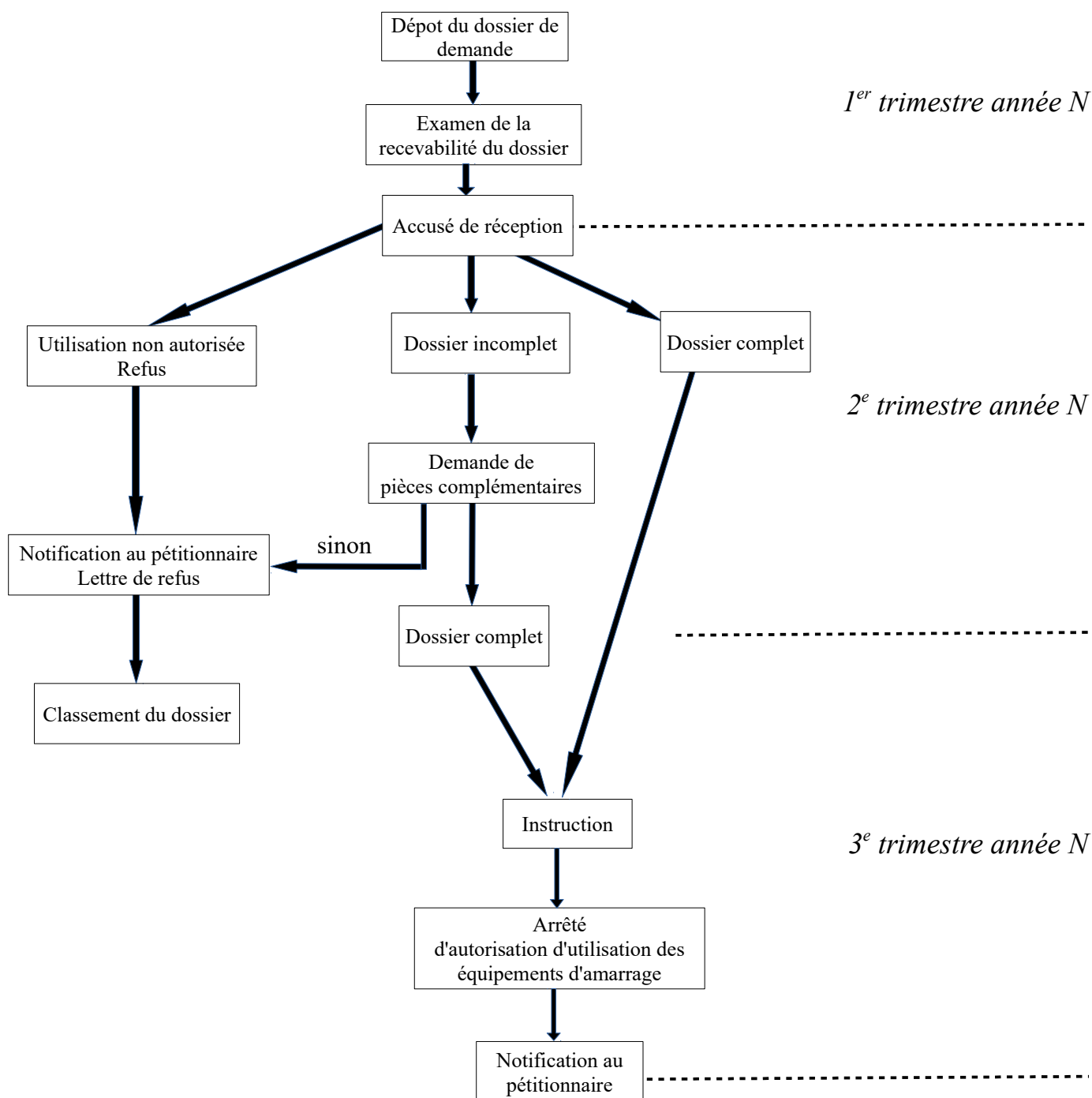
Voir les tarifs d'occupation diverses du domaine public de la Mairie de Toulouse pour l'année en cours.

3. UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS POUR UNE ACTIVITÉ DE PLAISANCE OU À BUT NON LUCRATIF

3.1. Procédure de demande

Toute demande d'utilisation des équipements d'amarrage en lien avec la navigation (au niveau d'un des emplacements autorisés par le RPPN) devra suivre la procédure suivante.

a) *Synoptique Année N*



b) Composition du dossier de demande d'utilisation des équipements d'amarrage

Les demandes d'utilisation des équipements d'amarrage sont adressées par le pétitionnaire ou son délégué au Maire de la Ville de Toulouse.

Elles doivent être complétées d'un dossier comportant les éléments suivants :

- un formulaire de demande d'utilisation des équipements d'amarrage (voir annexe 3). Ce formulaire mentionne :
 - la description de l'activité prévue,
 - le(s) site(s) de stationnement et/ou d'arrêt,
 - le calendrier prévisionnel d'occupation ou d'implantation,
 - la description des constructions flottantes (bateaux, établissements flottants ...),
 - la description du personnel affecté à l'activité (noms, fonctions, qualifications),
 - la description des équipements à installer sur la berge,
 - les contraintes prévisibles;
- la prise en compte des impacts environnementaux (gestion des eaux usées et mesures proposée pour limiter au maximum tout impact);
- le(s) certificat(s) d'immatriculation;
- le(s) titre(s) de navigation approprié(s);
- les attestations d'assurance à jour, correspondant à la durée de demande d'utilisation de l'équipement fluvial, couvrant au minimum les dommages susceptibles d'être causés aux équipements d'amarrage, quelle qu'en soit la nature, soit par les constructions flottantes, soit par l'équipage, les passagers ou les usagers, ainsi que les dommages tant corporels que matériels causés aux tiers;
- une fiche descriptive des constructions flottantes et de l'installation sur berge;
- un plan de situation de l'implantation;

c) Réception des demandes

Dès la réception des demandes, le service instructeur vérifie les pièces du dossier.

Si le dossier est complet, le pétitionnaire est informé du délai d'instruction par courrier valant accusé de réception. Ce délai court à compter de la date de réception en mairie du dossier complet.

Si le dossier est incomplet, un courrier est adressé au pétitionnaire sollicitant les pièces complémentaires. Le délai d'instruction sera alors confirmé dès réception de ces pièces complémentaires et ne pourra courir que lorsque le dossier sera réputé complet.

d) Consultation des services extérieurs

Le délai d'instruction comprend la consultation des services de l'Etat pour les projets ayant un impact sur le milieu (DDT par exemple).

e) Visite des lieux

Le délai d'instruction comprend également une visite du site d'implantation, un repérage des contraintes et des sujétions d'implantation.

f) Notification de la décision

La décision est notifiée au pétitionnaire dans un délai maximum de **deux mois** à compter de la réception du dossier complet.

Elle se présente sous la forme d'un arrêté d'autorisation d'utilisation des équipements d'amarrage assorti des prescriptions techniques propres à chaque installation.

En l'absence de réponse dans ce délai, l'autorisation est réputée refusée. Sur demande expresse, le refus peut être pris en la forme d'un arrêté.

Selon la nature du projet, une convention préalable à la délivrance de la permission de voirie peut être exigée.

3.2. Redevance

a) Pour les activités associatives non lucratives (associations loi 1901)

Les redevances sont gratuites pour les associations à but non lucratif (en application de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques).

b) Pour les plaisanciers

Le règlement sera effectué au maximum 15 jours après l'attribution de l'autorisation d'utilisation. En cas de retard dans le paiement des redevances, les sommes restantes dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

Grille tarifaire applicable :

Longueur hors tout	Redevance de stationnement sur les emplacements définis par le RPPN pour 24h (TTC)
Moins de 10 m	12,15€
De 10,01 m à 15 m	18,20 €
De 15,01 m à 24 m	30,40 €
Plus de 24 m	121,50 € + 12,15 € / ml supplémentaire

Tarifs en vigueur depuis juin 2018

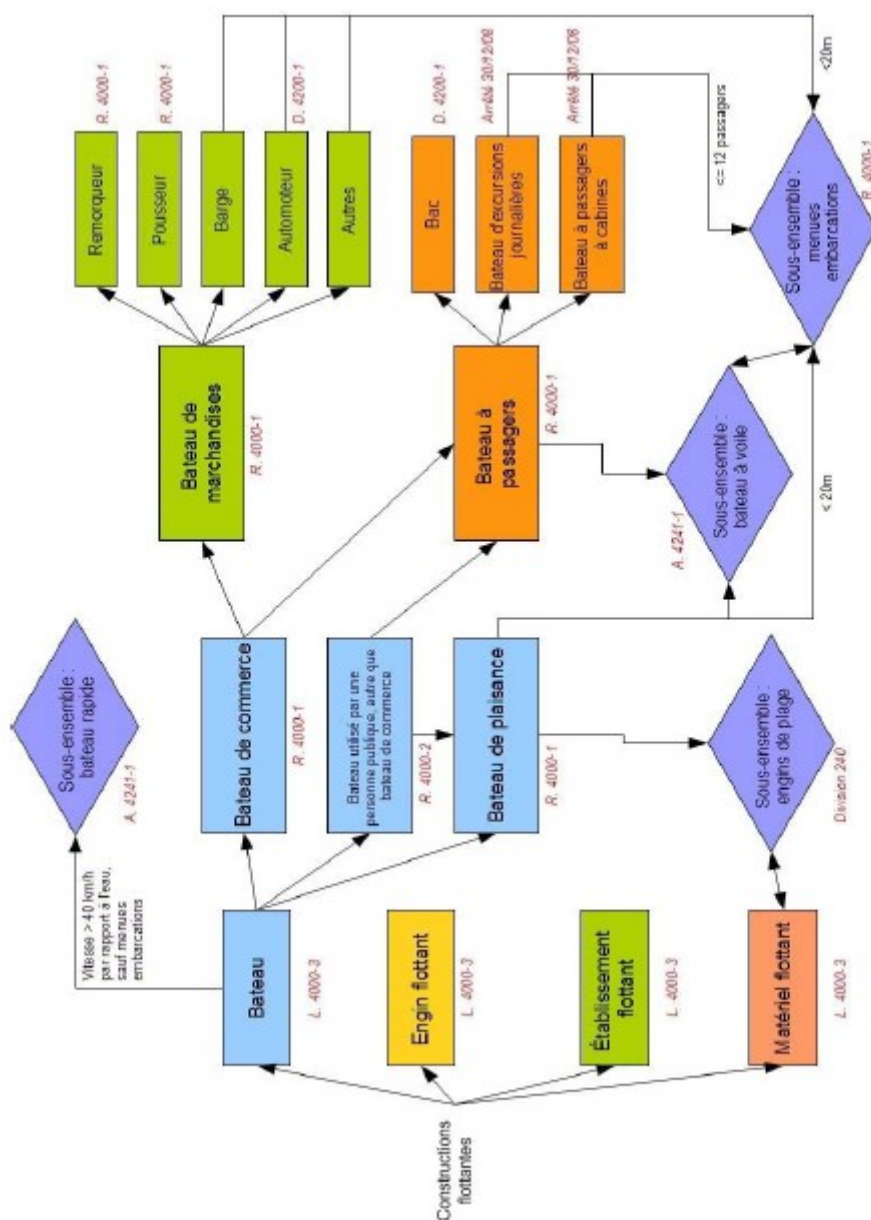
c) *Autres cas*

Les bateaux autorisés à stationner dans le cadre d'une mission de service public, d'un événementiel ou d'une convention de partenariat peuvent être exonérés en tout ou partie de redevance de stationnement.

REGLEMENT
D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS D'AMARRAGE
SUR LE PLAN D'EAU DE LA GARONNE
dans la commune de Toulouse

ANNEXE 1

DÉFINITIONS DES CONSTRUCTIONS FLOTTANTES



Construction flottante	Définition	Référence
Bateau	toute construction flottante destinée principalement à la navigation intérieure	L. 4000-3
Engin flottant	toute construction flottante portant des installations destinées aux travaux sur les eaux intérieures	L. 4000-3
Établissement flottant	toute construction flottante qui n'est pas normalement destinée à être déplacée	L. 4000-3
Matériel flottant	toute construction ou objet flottant apte à naviguer, autre qu'un bateau, un engin flottant ou un établissement flottant.	L. 4000-3
Bateau de commerce	bateau de marchandises ou à passagers	R. 4000-1
Bateau à passagers	bateau, autre qu'un bateau de plaisance, destiné à transporter ou recevoir à son bord des personnes ne faisant partie ni de l'équipage ni du personnel de bord	R. 4000-1
Bateau de marchandises	pousseur, remorqueur ou bateau destiné à transporter, manipuler ou stocker des biens	R. 4000-1
Remorqueur	bateau spécialement construit pour effectuer le remorquage	R. 4000-1
Pousseur	bateau spécialement construit pour assurer la propulsion d'un convoi poussé	R. 4000-1
Bateau de plaisance	bateau utilisé par une personne physique ou morale de droit privé soit pour son usage personnel à des fins notamment de loisir ou de sport, soit pour la formation à la navigation de plaisance	R. 4000-1
Menue embarcation	tout bateau dont la longueur de la coque est inférieure à 20 mètres, à l'exception des bateaux qui sont construits ou aménagés pour remorquer, pousser ou mener à couple des bateaux autres que des menues embarcations, des bacs et des bateaux autorisés au transport de plus de 12 passagers	R. 4000-1
Automoteur	bateau de marchandises, construit pour naviguer isolément par ses propres moyens mécaniques de propulsion	D. 4200-1
Bac	tout bateau à passagers qui assure un service de traversée régulière d'une rive à l'autre de la voie d'eau	D. 4200-1
Engin de plage	sont considérées comme engins de plage : - à condition que la puissance maximale de l'appareil propulsif ne dépasse pas 3 kW, les embarcations dont la longueur de coque est inférieure à 2,50 m, sauf lorsqu'il s'agit de planches à voiles ou aérotractées, ou que la propulsion d'une telle embarcation est assurée par un moteur à combustion interne qui entraîne une turbine. Dans ce dernier cas, elle est considérée comme véhicule nautique à moteur ; - les embarcations mues exclusivement par l'énergie humaine dont la longueur est inférieure à 4 m ou la largeur est inférieure à 0,45 m. Toutefois, dans le cas d'une embarcation multicoque, la largeur additionnée des coques doit être inférieure à 0,40 m. Ne sont pas considérés comme coques, les flotteurs latéraux de longueur inférieure à 1,5 m ; - les embarcations propulsées au moyen d'avirons, dont	Division 240

Construction flottante	Définition	Référence
	la largeur de coque est inférieure à 1 m, et dont le rapport longueur/largeur est supérieur à 10 ; - les embarcations mues exclusivement par l'énergie humaine qui ne satisfont pas aux dispositions de stabilité et de flottabilité de l'article 240-2.09, quelles que soient leurs dimensions.	
Bateau à voile	un bateau naviguant exclusivement à la voile. Le bateau qui navigue à la voile et utilise en même temps ses propres moyens mécaniques doit être considéré comme un bateau motorisé	A. 4241-1
Bateau rapide	un bateau motorisé, à l'exception des menues embarcations, capable de naviguer à une vitesse supérieure à 40 km/h par rapport à l'eau.	A. 4241-1
Bateau d'excursions journalières	un bateau à passagers sans cabines pour le séjour de nuit de passagers	AM 30/12/2008
bateau à passagers à cabines	un bateau à passagers muni de cabines pour le séjour de nuit de passagers	AM 30/12/2008

REGLEMENT
D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS D'AMARRAGE
SUR LE PLAN D'EAU DE LA GARONNE
dans la commune de Toulouse

ANNEXE 2

LOCALISATION DES EMPLACEMENTS D'ARRÊT ET DE STATIONNEMENT DES CONSTRUCTIONS FLOTTANTES



**MAIRIE DE
TOULOUSE**
www.toulouse.fr

REGLEMENT PARTICULIER DE LA POLICE DE LA NAVIGATION
plans d'eau de la Garonne dans la traversée de Toulouse

Points d'arrêt et de stationnement

QUAI DE LA DAURADE







**MAIRIE DE
TOULOUSE**
www.toulouse.fr

REGLEMENT PARTICULIER DE LA POLICE DE LA NAVIGATION
plans d'eau de la Garonne dans la traversée de Toulouse

Points d'arrêt et de stationnement

QUAI DE TOUNIS





**MAIRIE DE
TOULOUSE**
www.toulouse.fr

REGLEMENT PARTICULIER DE LA POLICE DE LA NAVIGATION
plans d'eau de la Garonne dans la traversée de Toulouse

Points d'arrêt et de stationnement

QUAI DE VIGUERIE



DEMANDE
D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS D'AMARRAGE
SUR LE PLAN D'EAU DE LA GARONNE
dans la commune de Toulouse

Objet

Utilisation des équipements d'amarrage.
Plan d'eau de la Garonne à Toulouse, quais.

Demandeur

Nom ou raison sociale :

.....
.....

Compétences :

.....
.....
.....

N° Siret :

Adresse :

.....
.....
.....
.....
.....

Téléphone :

.....
.....
.....

Courriel :

.....
.....
.....

[illegible]

[illegible]

Calendrier prévisionnel d'occupation

[illegible]

Equipement(s) de navigation ⁽¹⁾

EQUIPEMENT 1

Catégorie:

Nom:

Identité du propriétaire:

Certificat d'immatriculation :

Titre de navigation :

Attestation d'assurance ⁽²⁾ :

Nom et compétence du capitaine :

EQUIPEMENT 2

Catégorie:

Nom:

Identité du propriétaire :

Certificat d'immatriculation :

Titre de navigation :

Attestation d'assurance ⁽²⁾ :

Nom et compétence du capitaine :

EQUIPEMENT 3

Catégorie:

Nom:

Identité du propriétaire :

Certificat d'immatriculation :

Titre de navigation :

Attestation d'assurance ⁽²⁾ :

Nom et compétence du capitaine :

EQUIPEMENT 4

Catégorie:

Nom:

Identité du propriétaire :

Certificat d'immatriculation :

Titre de navigation :

Attestation d'assurance ⁽²⁾ :

Nom et compétence du capitaine :

(1) Un équipement de navigation peut être un bateau, un établissement flottant ou un matériel flottant.

(2) L'attestation d'assurance, à jour, correspond à la durée de la demande d'utilisation des équipements d'amarrage et couvre au minimum les dommages susceptibles d'être causés à ceux-ci, quelle qu'en soit la nature, soit par l'équipement de navigation, soit par les utilisateurs (équipage, passagers ...), ainsi que les dommages tant corporels que matériels causés aux tiers.

Equipement(s) de navigation

EQUIPEMENT 5

Catégorie:

Nom:

Identité du propriétaire :

Certificat d'immatriculation :

Titre de navigation :

Attestation d'assurance ⁽²⁾ :

Nom et compétence du capitaine :

EQUIPEMENT 6

Catégorie:

Nom:

Identité du propriétaire :

Certificat d'immatriculation :

Titre de navigation :

Attestation d'assurance ⁽²⁾ :

Nom et compétence du capitaine :

EQUIPEMENT 7

Catégorie:

Nom:

Identité du propriétaire :

Certificat d'immatriculation :

Titre de navigation :

Attestation d'assurance ⁽²⁾ :

Nom et compétence du capitaine :

EQUIPEMENT 8

Catégorie:

Nom:

Identité du propriétaire :

Certificat d'immatriculation :

Titre de navigation :

Attestation d'assurance ⁽²⁾ :

Nom et compétence du capitaine :

Personnes affectées à l'activité (noms, qualifications)

Equipements installés sur les berges

[illegible]

Contraintes prévisibles

Interruption de la navigation :

Circulation sur la berge :

Nuisances sonores :

Autres :

Pièces à fournir

Certificat(s) d'immatriculation.

Titre de navigation.

Attestation d'assurance.

Plan de situation de l'implantation.

Fiche descriptive de la construction flottante et des installations sur berge.

Autorisation temporaire d'occupation du DPF (Activités économiques).

Toute note nécessaire pour compléter les rubriques ci-dessus.

Je soussigné

(Fonction :)

atteste avoir pris connaissance des clauses générales d'occupation.

A Toulouse, le